

Zimbabwe/Un an après la chute de Mugabe Le désenchantement

AFP
Harare/Zimbabwe

Beaucoup y voyaient un nouveau départ. Ils ne sont pas loin de penser que c'est pire aujourd'hui.

LE visage de Munya Chihota, homme d'affaires zimbabwéen, s'illumine à l'évocation de la manifestation historique qui avait rassemblé, l'an dernier à Harare, des dizaines de milliers de personnes pour demander le départ de Robert Mugabe, après trente-sept ans au pouvoir. Un an a passé, et l'euphorie a fait place à la déception.

"Il y avait tellement de joie dans l'air", se rappelle Munya Chihota, 41 ans. "On était tous là. Des jeunes, des vieux, des Noirs, des Blancs. On espérait qu'après les épreuves que la nation avait endurées, les choses allaient changer. Le sentiment général était que le système devait tomber." Le vieux Robert Mugabe, 93 ans, a effectivement cédé, sous la pression de la rue, de l'armée et de son parti, la Zanu-PF. Son ancien bras droit, Emmerson Mnangagwa, lui a succédé en novembre 2017.

Après trente-sept ans de règne autoritaire et une descente aux enfers sur le plan économique, nombre de Zimbabwéens avaient espéré que le départ de Robert Mugabe serait synonyme de nouveau départ pour le pays.

"Malheureusement, seulement une personne et une poignée de parasites ont été renvoyées et le système



Photo : AFP/L'Union

Le départ de Robert Mugabe - qui vit une retraite dorée dans sa résidence de "Blue Roof" - voilà un an ne semble pas avoir changé grand-chose dans le quotidien de nombre de Zimbabwéens

est resté en place", constate amer Munya Chihota.

Son entreprise de plastique n'a elle jamais été en aussi mauvaise posture. "Beaucoup de choses ont mal tourné. On se n'attendait pas du tout à ça", confie-t-il.

Belina Mlilo, 24 ans, se rappelle aussi l'ivresse du mois de novembre 2017. "On a fêté ça comme jamais auparavant", se souvient avec émotion cette diplômée en commerce qui survit de petits boulots.

En novembre 2017, elle s'était jointe à la foule qui avait été stoppée par les forces de sécurité à l'approche du palais présidentiel.

"On a fait l'erreur de penser que Mugabe était le seul

problème", estime-t-elle a posteriori. "On a été utilisés comme des pions dans la lutte entre les factions de la Zanu-PF et maintenant ils se fichent de nous."

"C'EST PIRE" • Emmerson Mnangagwa, légitimé par les urnes en juillet, s'est engagé à relancer l'économie moribonde, attirer les investissements et créer des emplois.

Un an après, les banques manquent toujours de liquidité, l'inflation annuelle a atteint officiellement 20,8%, sur fond de pénuries de pain, sucre, riz ou encore huile.

"On attend toujours que les investisseurs viennent, on attend toujours que des emplois soient créés et que les

prix baissent", résume l'économiste John Robertson.

"Le président a fait des progrès en arrêtant des personnes coupables de corruption, mais les répercussions des décisions (de Robert Mugabe) sont toujours là."

Les pénuries de biens de consommation courante alimentent un marché noir, où les prix explosent. Un litre d'huile se monnaie jusqu'à 12 dollars (près de 7 000 francs) contre 3,7 dollars dans les supermarchés aux étals clairsemés. Les espoirs de liberté ont aussi été douchés par la violence des forces de sécurité qui ont ouvert le feu, en août lors de manifestations post-électorales,

contre des partisans de l'opposition. Six personnes ont été tuées.

Depuis les élections, les opposants accusent les autorités de harcèlement permanent.

Pour Ibbo Mandaza, à la tête du groupe de réflexion Southern African Political and Economic Series Trust, "rien n'a changé". "Au contraire, c'est pire." La Zanu-PF défend, elle, le bilan de la première année au pouvoir d'Emmerson Mnangagwa. "Beaucoup de choses positives se sont produites depuis que le président Mnangagwa est aux commandes", estime le porte-parole du parti, Simon Khaya Moyo.

"Les gens sont libres d'organiser des réunions", explique-t-il à l'AFP. Aux élections, "on a eu des observateurs" internationaux qui ont pu travailler "sans restriction aucune".

"L'économie montre aussi des signes de croissance avec de nombreux étrangers intéressés à investir. On a eu de nombreux touristes. Ce sont des signes évidents que les choses ont changé", affirme-t-il.

Le chômage plafonne pourtant toujours autour des 90%. "Les pénuries sont toujours aussi intenses et le gouvernement continue à intensifier les souffrances du peuple", lui répond le principal parti d'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique (MDC).

Et Robert Mugabe vit, lui, une retraite dorée et paisible dans sa somptueuse villa de "Blue Roof" à Harare.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Politique.** Ramaphosa rembourse des fonds de campagne



Photo : AFP

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa va rembourser 500 000 rands (environ 20,4 millions de francs) de fonds électoraux perçus d'une entreprise liée à son fils, après avoir reconnu avoir caché la vérité au Parlement, a indiqué un responsable de son parti.

• **Algérie-Maroc/Diplomatie.** Message de Bouteflika à Rabat

Le président algérien Abdelaziz Bouteflika a envoyé hier au roi du Maroc Mohamed VI son traditionnel message pour l'anniversaire de l'indépendance du pays, sans y répondre à sa proposition de lancer un "dialogue franc et direct" entre les deux voisins.

• **Cameroun/Conflit.** Un professeur et un employé de l'Université de Buea enlevés

Un professeur de l'université de Buea la capitale de la région du Sud-Ouest anglophone en conflit, et un employé de l'établissement ont été enlevés, a annoncé l'Université dans un communiqué reçu hier par l'AFP.

• **Centrafrique/Violences.** Trois morts dans une rixe entre soldats à Bambari

Trois soldats centrafricains ont été tués samedi dans une fusillade entre militaires à Bambari, dans le centre du pays, a indiqué à l'AFP une source militaire hier.

• **Guinée équatoriale/Politique.** L'opposition réclame le retour de son unique député

Le parti Citoyens pour l'innovation (CI), dissous par la justice en février mais seul parti d'opposition détenteur d'un siège au Parlement de Guinée équatoriale, a réclamé le retour de son député à l'Assemblée, a indiqué son leader à l'AFP hier.

• **Mali/Jihadistes.** Un membre de l'ex-rébellion assassiné

Un responsable de l'ex-rébellion touareg dans le nord du Mali, membre d'une unité mixte formée notamment de soldats et d'ex-rebelles, a été assassiné hier à Tombouctou (nord-ouest), deux semaines après le difficile démarrage du processus de désarmement et démobilisation, a-t-on appris auprès de sources sécuritaires et administratives.

Tchad/Conflit dans le Nord

L'armée a "délogé l'ennemi" à Miski

AFP
N'Djamena/Tchad

Affirmation du nouveau ministre de la Défense qui s'est rendu sur place la semaine dernière.

LE ministre de la Défense tchadien a affirmé samedi que l'armée avait "délogé et délogé l'ennemi" à Miski dans le Tibesti, région du nord en proie à des violences où il s'est rendu en visite, a rapporté hier la télévision d'Etat.

"Nous sommes à Miski, nous avons délogé l'ennemi, délogé l'ennemi", a déclaré le général Daoud Yaya devant des troupes, après une visite avec un chef de l'armée, selon le média d'Etat. "J'appelle toute la population de Miski, ceux qui appartiennent à l'Etat tchadien, à venir auprès des forces de sécurité et laisser

le terrain libre à ceux qui veulent créer des problèmes", a-t-il déclaré, en prévenant : "et nous sommes en face" de ces derniers.

La zone désertique et montagneuse du Tibesti (nord-ouest), frontalière de la Libye et du Niger, est en proie à des tensions accrues depuis trois mois. En août, une attaque de rebelles tchadiens depuis la Libye sur la localité aurifère de Kouri Bougoudi, dans la même région, a été suivie d'une riposte militaire musclée.

Depuis, les combats sont fréquents dans la zone. Selon N'Djamena, le déploiement militaire vise à "nettoyer" les localités aurifères des "orpailleurs illégaux et des trafiquants d'armes" ou "d'êtres humains".

A Miski, des combats opposent depuis plusieurs jours l'armée tchadienne à un

comité autoproclamé d'autodéfense d'habitants du massif du Tibesti.

Ce comité, créé début novembre dans la circonscription de Yebbi-Bou, proteste contre "l'opération punitive" de l'armée tchadienne dans la zone de Miski et veut y "défaire" l'armée.

Il n'était pas possible hier d'établir un bilan des combats de source indépendante.

Un responsable des services de sécurité a indiqué à l'AFP sous couvert d'anonymat que N'Djamena avait déployé un fort dispositif militaire dans la zone de Miski. Des bombardements aériens y ont eu lieu ces derniers jours. L'armée cherche à isoler Miski en bloquant toutes les issues qui mènent à cette localité, a-t-on ajouté de même source.

"Il y a un embargo sur Miski, les trois axes qui mè-



Photo : AFP/L'Union

En proie à des violences depuis plusieurs mois, le nord du Tchad et, en particulier, la localité de Miski ont commencé à être "nettoyés", selon les autorités.

nent à la sous-préfecture (sont) tous tenus par l'armée. Le but est d'empêcher l'accès aux médicaments et à la nourriture et de retourner la population contre les insurgés", selon le porte-parole du comité local d'auto-défense, Mouli Sougui, ex-sous-préfet de Yebbi-Bou.

L'extrême-nord du Tchad

est une immensité désertique aux montagnes présumées riches en métaux précieux, habitée par des Toubo.

Peu contrôlée, cette zone est propice à de nombreux trafics entre le Tchad, le Soudan, le Niger et la Libye. Plusieurs groupes rebelles tchadiens sont présents dans ces pays frontaliers.